

Le bilan très contestable d'Angela Merkel



Article rédigé par *Roland HUREAUX* , le 17 février 2016

Le magazine Time a cru bon de décerner à Angela Merkel le titre de personnalité de l'année 2015. Il n'est pas sûr pour autant que l'actuelle chancelière reste dans les annales comme une grande des grandes figures de l'histoire de l'Allemagne.

Depuis les dramatiques incidents qui ont marqué la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne et dans la plupart des villes allemandes, la cote de la chancelière est tombée outre-Rhin où toutefois elle n'avait jamais été aussi haute qu'en France.

Au pouvoir depuis dix ans, on cherche en vain quelle grande réforme elle a accomplie, en dehors de l'institution d'un Smic sensiblement plus faible que le notre (8,5 € de l'heure) et d'une amélioration de la prise en charge du chômage partiel.

Dès son arrivée au pouvoir, elle avait décidé la fermeture de la filière nucléaire, répondant sans doute au vœu d'une partie de l'opinion, mais hypothéquant l'avenir énergétique de son pays. A l'heure où la planète cherche à réduire le taux de carbone dans l'atmosphère, cette décision ne pouvait qu'entraîner l'ouverture de nouvelles centrales thermiques grosses émettrices. Le poids de l'exemple allemand a affaibli la filière nucléaire dans toute l'Europe, spécialement en France où elle constituait un de nos atouts majeurs.

Une rigueur allemande qui met en péril l'euro

Son prédécesseur Gerhard Schröder , quoique issu de la gauche, avait mené , au moment précis du lancement de l'euro , une politique féroce de diminution du coût du travail passant par des coupes sombres dans le budget social et la baisse du pouvoir d'achat d'une partie de la population allemande qui a abouti, certes, à une baisse du chômage, mais aussi à la paupérisation d'une partie du pays. Cette politique faite sans concertation européenne a hypothéqué gravement l'expérience de l'euro. L'Allemagne, qui se trouve, au terme de cette "dévaluation interne" en position avantageuse par rapport à tous ses concurrents de la zone euro a vu son excédent commercial croître année après année à l'égard de tous les autres pays, en particulier la France qui se trouve, elle, au contraire, de plus en plus déficitaire. Il aurait fallu qu'en concertation, tous les pays fassent de même mais ce ne fut pas le cas.

On rappellera au demeurant que cette politique, admirée mais non imitée en France, n'a été possible que par la dénatalité qui diminue toute une série de charges : scolaires, sportives, de logement, réduit (hors immigration) les flux d'entrée sur le marché du travail et s'est traduite par la dégradation tant du réseau routier que de la force armée.

Héritière de cette situation, Angela Merkel ne l'a certes pas aggravée mais elle n'a rien fait non plus pour la corriger. Joseph Krugman, Prix Nobel d'économie dit que le seul moyen de sauver l'euro à terme, en restaurant les équilibres internes de la zone, serait que l'Allemagne se fasse plus dépensière, mais on en est loin. L'opinion allemande ne s'y résoudrait d'ailleurs pas.

Angela Merkel, tout en conservant cet avantage, s'est contentée faire année après année les gros yeux à tous les dépensiers de l'Europe, à commencer par la France, qui n'arrivaient pas à suivre l'Allemagne, pour des

raisons culturelles fortes, dans ses exigences d'austérité. A chaque crise, après avoir résisté au maximum aux demandes laxistes des pays du Sud, elle a fini par faire les concessions nécessaires pour éviter la rupture, sans doute à la demande d'Obama. Mais le résultat est catastrophique pour certains pays comme la Grèce, tenue de céder la plupart de ses actifs publics à l'étranger - en particulier à des Allemands : contraint à des engagements intenable, ce pays est aujourd'hui en voie rapide de sous-développement. Le Portugal ne va guère mieux ; la France et l'Italie sont à la peine. La stagnation à laquelle l'austérité allemande contraint l'Europe, pèse sur toute la planète.

Des relations troubles avec Erdogan

En matière diplomatique, Angela Merkel, sans rien innover, n'a rien aggravé non plus. Schröder et Fisher, son ministre "national-vert" des affaires étrangères avaient joué un rôle néfaste dans les affaires des Balkans, plus préoccupés, dans la guerre de 1999, de prendre une revanche sur un ennemi historique de l'Allemagne, la Serbie, qui lui avait donné bien du fil à retordre à chacune des deux guerres mondiales, que de préserver la paix. Quoique le rôle de ses services y demeure obscur, rien ne prouve que Merkel ait, elle, soufflé sur les braises de l'affaire ukrainienne. Elle aurait même joué un rôle positif dans l'accord de Kiev (12 février 1995).

En revanche son rôle au Proche-Orient demeure obscur. Si le rôle de l'Allemagne y a été plus discret que celui de la France ou de l'Angleterre, elle en a partagé les turpitudes fournissant, en bonne élève de l'OTAN, à partir de 2011, armes et entraînement aux rebelles syriens qui étaient en fait des djihadistes.

Stupéfiante, en revanche, est sa position vis à vis d'Erdogan, président de la Turquie. Alors que ce dernier, très proche des Frères musulmans et admirateur avoué d'Hitler, est le principal fauteur de troubles en Irak et en Syrie, notamment en laissant passer les djihadistes qui viennent du monde entier alimenter la guerre, et en favorisant (ou organisant ?) l'exode des réfugiés vers l'Europe, qu'avait-elle besoin d'aller lui apporter un soutien électoral appuyé fin octobre ? Aurait-elle trouvé son maître ? La personnalité la plus influente d'Europe, ce ne serait pas elle, ce serait le président turc ? En tous les cas, celui qui aura percé les secrets des liens entre l'Allemagne et la Turquie comprendra sans doute mieux ce qui s'est passé au cours des derniers mois en Europe et au Proche-Orient.

Même si une partie des Allemands reconnaît plutôt sa capacité manœuvrière pour gagner les élections, que sa capacité de porter une vision, Merkel avait gardé une bonne cote jusqu'à l'afflux des immigrés qui a commencé à la fin du printemps 2015.

L'accueil des migrants

L'accueil positif qu'elle leur a fait au début aurait certes pu être son apothéose : cette femme élue par la droite allait dans le sens de toute la gauche européenne - et même occidentale - pour qui les frontières sont chose dépassée et l'avenir de l'Europe réside dans le multiculturalisme et le métissage, tournant le dos à une histoire tenue pour plus infâme que glorieuse. Certains la voyaient même recevoir le Prix Nobel de la paix.

Le retour du réel a été cinglant. Il est vite apparu que, malgré l'appui du patronat et des Eglises, cette politique de large accueil rencontrait une opposition de plus en plus grande dans la population allemande. L'entrée de près de 800 000 immigrants, non préparée, presque tous de confession musulmane et en grande majorité jeunes et de sexe masculin en un peu plus de six mois, s'est finalement traduite par un grave traumatisme. Il s'est avéré que la différence des mœurs rendait l'intégration très difficile, sans compter les soupçons d'infiltration par les islamistes désireux non seulement de faire leur place en Europe mais même d'intimider et abaisser leurs hôtes: le viol collectif est le signe de la supériorité, une forme d'humiliation imposée à un peuple que l'on estime vaincu.

La chancelière aurait été surprise par la tournure des choses. C'est pourtant elle qui avait constaté en 2010 que « le modèle [multiculturel](#) allemand a totalement échoué ». Et comment peut-on arriver à un tel niveau de pouvoir sans un minimum de culture historique et d'expérience humaine qui aurait du prévenir toute

surprise. Ce qui s'est passé en Allemagne en décembre n'était-il pas tout à fait prévisible ? Les Allemands ne devraient-ils pas savoir, autant que quiconque, que la cohabitation de peuples hétérogènes n'est pas donnée d'emblée. A fortiori quand ils sont de religion différente. Un pays qui a connu la guerre de Trente ans peut-il imaginer que le pluralisme religieux pourrait ne pas causer des tensions ? Cette luthérienne n'aurait-elle pas du savoir ce qu'est le péché originel ?

Même si l'essentiel des réfugiés est accueilli en Allemagne, c'est toute l'Europe qui se trouve ébranlée. Si le pays de Beethoven sombre dans le chaos, aucun de ses voisins ne saurait s'en réjouir.

On aurait pu pardonner à la chancelière d'avoir pratiqué seulement une hospitalité passive: apprenant que des réfugiés entraient en masse en Europe, elle pouvait, faisant contre mauvaise fortune bon cœur (dans tous les sens du terme), préconiser une attitude humaine, mais les signaux exagérément positifs qu'elle a lancés au début de l'été ne pouvaient qu'alimenter de faux espoirs et contribuer à développer le flux. Un flux dont ses services ne pouvaient ignorer qu'ils étaient largement organisés par la mafia turque et sans doute par son ami Erdogan. Et si la chancelière estimait, pour des raisons démographiques ou autres, que l'Allemagne avait besoin de cette main d'œuvre, alors il fallait aller jusqu'au bout : envoyer aux candidats un visa et un billet d'avion à 200 € au lieu de les laisser se faire rançonner à hauteur de 5 à 10 000 euros tous en risquant leur vie. Quelque part, l'attitude irresponsable de la chancelière qui appelle les migrants sur son sol sans leur donner les moyens d'y venir dans des conditions normales n'est-elle pas très coupable ? La politique allemande n'est-elle pas responsable à sa manière, de la mort pathétique du petit Aylan ?

La politique d'austérité économique de l'Allemagne, ne tenant aucun compte des pesanteurs propres à ses partenaires, a déjà hypothéqué l'avenir de l'euro - dont les observateurs lucides s'accordent à penser qu'il est en sursis. La politique migratoire de la même Allemagne a largement compromis le traité de Schengen, l'Allemagne n'étant pas la dernière aujourd'hui à fermer ses frontières.

Pourquoi ?

Il est très difficile de dire ce qui a motivé Angela Merkel dans cette affaire. Cette protestante a-t-elle laissé au vestiaire l'esprit de responsabilité (verantwortlichkeit) si prisé en l'Allemagne du Nord ? Donald Trump va jusqu'à émettre des doutes sur sa santé mentale ; certains regardent du côté de son mystérieux passé est-allemand : antinucléaire et immigrationniste, ne serait-elle pas en réalité une femme de gauche infiltrée à la CDU ? Il se peut aussi qu'elle ait été jusque là surestimée et que l'affaire de migrants révèle ses limites. On peut cependant penser que la chancelière ne fait que mettre au jour la "bulle" dans laquelle la mécanique européenne et la complexité croissante de l'exercice du pouvoir enferment les dirigeants d'aujourd'hui. Trop occupés à se parler entre eux, à gérer la mécanique techno-médiatico-électorale dans laquelle ils excellent pour trouver le temps de lire ou de parler avec les "simples gens" (hors des caméras), ils perdent le sens du réel. Cela est vrai dans le monde entier, mais particulièrement au sein de l'Union européenne où la caste dirigeante, absorbée par sa cuisine interne, s'est mise à dos presque partout les peuples.

S'il faut célébrer un grand chancelier allemand en ce début d'année, comment ne pas évoquer Helmut Schmidt qui vient de mourir ? On peut ne pas partager sa sensibilité social-démocrate; on peut ne pas approuver la tournure intégrée qu'il a donnée à l'Europe, de pair avec son compère Valéry Giscard d'Estaing. Mais il fut, de bout en bout, un homme responsable, allant jusqu'à braver son opinion publique et spécialement celle de son camp en demandant à Washington d'installer des euromissiles en Allemagne pour faire pièce à une menace soviétique montante, ou construisant avec le président français une relation véritablement partenariale et donc égalitaire.

Lucide jusqu'à ses derniers jours, il n'avait pas de mots assez durs pour fustiger l'incompétence économique de l'équipe Merkel et l'aventurisme diplomatique de la Commission européenne dans l'affaire ukrainienne.